

# AUTOGOUVERNEMENT ET QUARTIERS POPULAIRES

INGRID TAFERE

*Dans le quartier de la Belle de mai à Marseille, des collectifs se débattent au quotidien, contre les inégalités, les injustices, l'exclusion, la détresse sociale et alimentaire, comme c'est le cas dans de nombreux quartiers populaires.*

**A**lors que les injonctions à participer à des débats publics ou des concertations se multiplient un peu partout, les publics ont du mal à se constituer, les gens ne savent plus quoi faire face à des conditions de vie toujours plus difficiles, et un monde complexe sur lequel il est bien difficile d'avoir des prises.

## ***L'autogouvernement comme enjeu démocratique majeur***

Si les publics ne peuvent se constituer afin de régler les problèmes qui émergent, ce sont non seulement les conditions de pensée, mais aussi la démocratie elle-même qui sont mises à mal, ce qui menace le développement des individualités, la santé et l'environnement. Comment agir sur ses conditions d'existence, trouver des prises pour résoudre les problèmes qui émergent au quotidien, qui sont des conséquences des activités interconnectées, de l'industrialisation, des politiques publiques?

S'autogouverner, c'est pouvoir agir sur ses conditions d'existence, trouver des solutions et les expérimenter<sup>1</sup> pour revenir à une vie "vivable", activité qui ne se confond pas avec l'autogestion ou l'autorégulation, même si les collectifs qui s'en

réclament associent souvent ces notions<sup>2</sup>. En effet, c'est d'abord une activité de gouvernement par soi, individuelle -et pas seulement collective<sup>3</sup>-, une participation sociale qui prend corps dans les plus petits interstices de la vie quotidienne. Cela implique un processus constant de formation de soi et d'apprentissage, tout au long de la vie, permettant de développer, par habitude, des compétences politiques. Pour cela, une sociabilité minimale est indispensable, afin d'entrer en contact avec les autres, développer son individualité, et pouvoir se constituer en publics lorsque c'est nécessaire.

La condition que requiert l'autogouvernement est en premier lieu un environnement assez bon, qui puisse offrir les opportunités nécessaires au développement de soi et à la participation. Il s'agit de pouvoir réadapter ses plans d'actions, en fonction de la situation, de l'environnement, des opportunités et des ressources qu'il contient (et pas seulement par un acte de volonté), pour régler les problèmes qui troublent l'expérience de vie. Ainsi l'autogouvernement est réflexif, s'oppose à une politique en termes de "méritocratie", et demande une réévaluation constante des conditions sociales et politiques et des possibles qu'offre l'environnement<sup>4</sup>.

### **La perte du pouvoir d'agir et de penser**

John Dewey parlait déjà au siècle dernier d'individus « perdus », de personnalités « désintégrées » devant une incompréhension croissante du monde en train de se faire et la perte des possibilités d'influer sur son propre devenir, dans un contexte de confiscation des ressources par une minorité<sup>5</sup>. Ce constat est d'une triste actualité. Les inégalités sociales se creusent, la situation dans les quartiers populaires est catastrophique, les gens souffrent. Aux conséquences des activités interconnectées en termes de pollutions - de l'air, de la terre, de l'eau- s'ajoutent les effets de la misère sociale, de l'absence de ressources d'une partie croissante de la population. Et les personnes qui subissent cela se trouvent dans un environnement tellement désastreux qu'il est bien difficile de trouver des solutions, de ne pas céder au fatalisme.

On le voit bien dans le quartier de la Belle de mai, qui compte une majorité de personnes en dessous du seuil de pauvreté. Un travail avec un collectif d'habitants, le CHO3, met en visibilité les priorités et problèmes qu'ils rencontrent, qui sont de l'ordre de l'urgence sanitaire et sociale: problèmes d'autonomie alimentaire, mal logement, précarité, détresse, violence. Les conséquences en termes de santé sont flagrantes, aggravées par un déficit d'accès aux soins et des problèmes liés au handicap. De plus, ces personnes, déjà fragilisées et exclues de la participation sociale subissent quotidiennement de nombreuses injustices et discriminations, blocages de leur accès aux droits, mépris social.

### **La participation: vie ou survie?**

Dans ce quartier abandonné depuis pas mal de temps par les politiques publiques au profit de l'aménagement du centre ville ou du rayonnement économique de certains pôles d'activité, ce sont les associations et collectifs qui ont ici pris le relais des politiques et des travailleurs sociaux. "La solidarité est une arme", me répète Betty, habitante et militante du quartier. Mais au quotidien, c'est loin d'être simple.

Pourtant, ce que l'on peut dire, c'est que le quartier est en demande de démocratie, de manière forte, les gens veulent participer et améliorer les conditions de vie. Un magasin coopératif a d'ailleurs vu le jour au cœur du quartier, "la Drogheria", avec une cantine attenante. Chacun peut venir participer à la vie du lieu et bénéficier d'un panier de produits frais, ou cuisiner avec d'autres et manger. L'accueil est inconditionnel et la base est l'accès pour tous à une alimentation saine, permettant à de nombreuses familles actuellement de manger,

de se sociabiliser, de pallier la solitude et l'exclusion sociale.

Une mobilisation des habitants a également permis d'ouvrir au public un grand jardin qui bordait naguère un couvent, véritable poumons d'air frais au milieu du béton. Des jardins collectifs y ont été créés. Les habitants revendiquent depuis plusieurs années le droit à être associé aux décisions qui les concernent ici, envisagent une gestion commune du lieu, réfléchissent sur les communs, les usages, les processus démocratiques, les manières de faire collectif.

Ce qu'ils font au quotidien prend précisément le contrepied de la manière d'organiser les dispositifs de concertation par les institutions. "Nous on veut pas donner notre avis, on veut participer", précise Jean-François, du collectif Brouettes. Et la participation, c'est depuis le bas qu'elle est envisagée, pour que ce ne soient pas seulement





Photo de la page précédente:

- Colletif Brouette et compagnie. Auteur: Brouette et Compagnie.

Dans cette page, de gauche à droite et de haut en bas:

- Cantine du Midi, juin 2022. Auteur(e): Association En chantier.
- Porteur de paroles sur la place Caffo. Auteur(e): Association l'An O2.
- De la concertation aux communs. Affiche à l'initiative des habitants et collectifs du quartier. Auteure: Hélène Froment.
- Affiche "Emmène ton voisin" pour la publicité du jardin et des moments de sociabilité. Auteure: Anne Pfistter.
- La drogheria, magasin participatif. Auteur(e): Association En chantier

les personnes les plus éduquées, qui bénéficient des ressources culturelles ou financières qui soient concernées. C'est en discutant avec les gens du quartier, en créant des moments conviviaux de rencontre, et non dans une réunion dont les termes auraient été décidés en amont sans l'avis des personnes concernées avec une organisation et un vocabulaire excluant la plupart des habitants.

Avec d'autres collectifs et notamment l'association l'an O2, les habitants ont même organisé une contre-concertation, en réaction aux pratiques inadaptées des institutions, dénonçant par là l'instrumentalisation des processus dits de "participation", tout en se montrant force de proposition, dans le fond comme dans la forme. L'an O2 utilise des méthodes éprouvées d'implication des personnes habituellement exclues, invisibles,

héritées du *community organizing* et de l'éducation populaire, des porteurs de paroles, porte à porte, privilégiant le contact direct, la communication. Il s'agit de partir des situations vécues, des injustices, de laisser s'exprimer la colère et les souffrances, de permettre un lien de confiance, des moments de sociabilité et de partage.

Car c'est ce qui manque cruellement, la sociabilité, et constitue un barrage de taille au développement de l'autogouvernement. Les lieux pour se rencontrer et faire collectif sont rares et insuffisants, les rues sont construites depuis des décennies comme lieux de passage, les places publiques vidées de leur substance, les espaces disponibles laissés à l'abandon. Chacun reste chez soi, si le chez soi existe, dans des conditions de vie parfois scandaleuses alors que l'isolement est un réel problème, exacerbé par la montée en puissance d'Internet et la révolution numérique... sous toile de fond de misère, et de la violence qui monte.

### **Des institutions sourdes**

Partir « du bas » demande de changer de posture, de prendre le temps d'écouter, de discuter, de permettre aux personnes de mettre les mots, de s'exprimer, avec leurs expériences et émotions. C'est ce temps que les institutions du gouvernement représentatif de nos "démocraties" occidentales ne prennent pas, cette posture d'écoute qu'elles refusent. La démocratie est dite "en crise", depuis quelques décennies, et l'on décrie l'abstentionnisme électoral, de même qu'un désengagement politique des quartiers populaires. Or, les initiatives et mobilisations à la Belle de mai nous montrent précisément l'inverse, constituent un exemple de développement d'une culture démocratique, d'organisation concrète de processus qui permettent de recréer du lien et de discuter en vue d'améliorer l'environnement de vie.

hé dépit de ces initiatives et de l'énergie déployée en direction du développement d'une démocratie comme autogouvernement, les collectifs de la Belle de Mai se heurtent à des institutions sourdes, à des habitudes héritées de vieilles traditions consultatives. Et même lorsque des interlocuteurs attentifs semblent avoir été trouvés, les rouages d'une l'administration Kafkaïenne viennent étouffer la dynamique: le dossier change de service, passe dans d'autres mains, et le temps des dossiers s'oppose au temps humain et à la réalité des vies quotidiennes. Si un chantier mérite alors d'être exploré, c'est bien celui des habitudes, de pensée et d'action, individuelles comme collectives.

### **Notas**

1. Dewey, John, 2010. *Le public et ses problèmes*. Gallimard, Folio essais.
2. Tafere, Ingrid, 2019. "L'autogouvernement: Un enjeu démocratique majeur." *Sens public*. <https://www.sens-public.org/articles/1392/>
3. Tafere, Ingrid, 2023. L'autogouvernement. Dictionnaire de la participation. Dicopart <https://www.dicopart.fr/>
4. Zask, Joëlle, 2010. "Self-gouvernement et pragmatisme; Jefferson, Thoreau, Tocqueville, Dewey". *Etica & Politica/ Ethics & Politics*, vol. 12, no 1, p. 113-33.
5. Addams, Jane. 2008. *The second twenty years at Hull-house, September 1909 to September 1929, with a record of a growing world consciousness*. IntelLex Corp. *The Major Works of Jane Addams*. Electronic Edition. Charlottesville, Virginia, U.S.A.
- Bernier, Nicolas, 2019. "L'Autogouvernement selon John Dewey et Jane Addams : défis et obstacles d'un idéal inachevé." *Sens public*. <https://doi.org/10.7202/1067469ar>
5. Cometti, Jean-Pierre. *La démocratie radicale : lire John Dewey*. Paris : Gallimard, 2016.
- Dewey, John, *Op. cit.* nota 1.

### **NOTES SUR L'AUTEURE**

Ingrid Tafere est docteur en philosophie et sciences sociales. Elle a travaillé pendant de nombreuses années sur les questions liées à la participation (débat publics, conférences de citoyens, jardins partagés, initiatives locales), de manière théorique mais aussi pratique. Elle privilégie une philosophie de terrain, une approche pragmatiste. Sa thèse porte sur les conditions de développement de l'autogouvernement, quelle situe comme enjeu démocratique majeur, indispensable à l'individuation et à la santé, physique et psychologique. Elle s'intéresse également à la participation des enfants et organise les premiers conseils des enfants à Marseille.